

## Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Mittwoch, 7. Februar 1990, Nachmittag  
Mercredi 7 février 1990, après-midi

15.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

89.032

### Atomenergie. Volksinitiativen Energie nucléaire. Initiatives populaires

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 92 hiervor – Voir page 92 ci-devant

Allgemeine Aussprache – Discussion générale

Fortsetzung – Suite

M. Savary-Vaud, rapporteur: En écoutant vos propos ce matin j'ai eu tout à coup l'impression qu'en acceptant l'initiative on allait régler les problèmes nucléaires dans le monde, ou en tout cas en Europe.

Je voudrais cependant vous rappeler que cette initiative ne concerne que nos six centrales suisses. Restons donc modestes. Si l'on veut parler de sécurité nucléaire, restons dans la course de la technologie nucléaire. C'est là que nous pourrions user de toute notre influence pour que les autres pays utilisant l'atome le fassent dans des conditions plus sûres en s'appuyant sur les meilleures technologies. Si nous abandonnons l'énergie nucléaire, nous n'aurons plus droit à la parole sur la scène internationale, nous n'aurons en tout cas plus guère d'audience. J'en veux pour preuve qu'en séance de commission nous avons eu l'occasion de parler avec des sénateurs français – tous partis confondus – qui, s'exprimant à propos de l'énergie nucléaire, nous ont confirmé qu'en France la grande majorité des parlementaires, si ce n'est l'unanimité, soutenaient et soutiendront fermement ces prochaines années le programme nucléaire.

Monsieur Weder-Bâle, vous avez dit ce matin à propos de Lucens que c'était une grande catastrophe nucléaire. Je crois qu'il faut tout de même modérer ces propos: il n'y a pas eu de morts à Lucens. Preuve en est qu'un électricien de la région est allé, le lendemain de cette petite catastrophe, débrancher certaines installations électriques à quelques mètres du foyer, et ce sans grande protection; or aujourd'hui, il est encore en parfaite santé.

M. Rebeaud a dit ce matin, ainsi que d'autres collègues d'ailleurs, que la sortie du nucléaire était possible. Elle est possible sur le papier, et ce papier c'est le scénario énergétique «Abandon». Il faut cependant reconnaître que ce scénario nous demande des économies draconiennes, qui vont coûter cher au pays, et M. Ledergerber est le seul à l'avoir relevé ce matin lorsqu'il a dit que si l'on acceptait l'abandon du nucléaire, il faudrait «se serrer la ceinture». Oui, il faudra se serrer la ceinture, et il faut le dire à nos concitoyens! Les économies d'énergie se traduiront en effet par des hausses de loyer puisqu'il faudra transformer une quantité d'appartements, une hausse des tarifs, une hausse des transports. Tout ceci va coûter très cher à la collectivité. De plus, la mise en place des énergies re-

nouvelables reste problématique. L'énergie solaire, qui est certainement une solution d'avenir, est très intéressante si on la considère individuellement, mais lorsqu'on lit dans le rapport qu'il faudra prévoir l'installation de 28 kilomètres carrés de panneaux solaires, représentant une surface de 1000 kilomètres d'autoroute, je me demande si cela sera facile à réaliser. Quand on sait les problèmes liés à l'aménagement du territoire, à la protection des sites et du paysage, on se demande où l'on pourrait installer, dans notre petit pays, autant de constructions si voyantes et éblouissantes.

En outre, un peu plus loin dans le rapport, on peut encore lire qu'il faudra prévoir 3700 centrales si on abandonne le nucléaire d'ici vingt ans. Or la réalisation de 3700 centrales couplage chaleur/force va également poser des problèmes d'installation et d'aménagement du territoire. Il faudra amener le combustible, repartir avec des lignes électriques et je ne crois pas que chacun est prêt à accepter de telles contraintes.

De nombreux orateurs ont cité ce matin M. Giovannini, professeur à l'Université de Genève. M. Giovannini s'est exprimé devant la commission et a fermement déclaré qu'il préconise, comme beaucoup d'autres experts, les économies d'énergie tout en maintenant le nucléaire et c'est ce couplage économie d'énergie et maintien du nucléaire qui nous sauvera de certaines catastrophes écologiques.

M. Bodenmann ne m'a pas très bien compris lorsque j'ai parlé de paralysie de notre pays. Ceci n'est pas uniquement lié à l'abandon des initiatives. J'ai dit que dans le contexte actuel, compte tenu de l'importance de l'électricité dans la vie de tous les jours, si nous venions à manquer d'électricité notre pays serait vite paralysé. Il faut l'admettre, mais ceci ne découle pas automatiquement de l'abandon du nucléaire: la suppression des importations d'électricité, entre autres, pourrait aussi provoquer une paralysie.

M. Jaeger cite une enquête qui révèle que 70 pour cent des personnes interrogées dans notre pays rejettent actuellement le nucléaire. Mais selon la même enquête, 8 pour cent seulement des personnes interrogées ne sont pas d'accord pour démanteler les centrales existantes. Or, si l'on accepte l'initiative de l'abandon, il faut admettre que nous allons, à plus ou moins brève échéance, vers un démantèlement des centrales existantes. Il sera évidemment difficile, du point de vue politique, de construire des centrales nucléaires au cours des prochaines années, mais il sera tout aussi difficile de démanteler celles qui existent parce que chacun est conscient qu'elles nous apportent du bien-être, des emplois, etc.

En conclusion, je vous demande encore une fois de rejeter ces deux initiatives.

**Basler, Berichterstatter:** Zu den politischen Anschauungen muss ich mich nicht äussern, jeder ist da selber Experte. Aber vielleicht noch zu einigen technischen Missverständnissen.

Herr Weder-Basel, die Leistung des Versuchsreaktors in Lucens war mit 3 MW thermischer Leistung etwa von der Grösse eines Promilles der Leistung des Reaktors von Gösgen oder Leibstadt. Er war ganz anders angelegt, nämlich natururaniumgespiesen und gasgekühlt. Er war ein Versuchsreaktor. Deshalb hat man ihn auch in eine Kaverne gesteckt, damit nichts passiert, falls etwas geschieht.

Die Waggons auf dem Rangierbahnhof Muttenz sind übrigens nicht die Probleme des Landes. Die Brennelemente sind in 70 t Stahl verpackt, so dass sie keinen Schaden anrichteten, auch wenn der Waggon kippen würde – dies im Gegensatz zu anderen toxischen gasförmig oder flüssig transportierten Stoffen, die sich auch auf unseren Rangierbahnhöfen befinden und ein wirkliches Problem darstellen.

Herr Thür, die Schweden haben für ihr Ausstiegsszenario die Erdgassubstitution. Wir sind nicht mehr sicher, ob das die Strategie sein soll. Beim Transport und bei der Handhabung von Erdgas entstehen auch Verluste. Es handelt sich um kleine Mengen im Prozent/Promille-Bereich. Aber ein Molekül Methan ist, was den Treibhauseffekt anbelangt, dreissig- bis siebzimal schädlicher als ein Molekül Kohlendioxid. Wir sind daher nicht mehr sicher, ob es unter den fossilen Energien bessere oder schlechtere gibt.

Herr Bodenmann und Herr Jaeger, was den Stromnotstand

anbetrifft, den es nicht gebe: Exportüberschüsse über das ganze Jahr gerechnet ergeben kein vollständiges Bild unserer Elektrizitätsversorgung, weil elektrischer Strom zu der Zeit erzeugt werden muss, zu der er vom Bürger verlangt wird.

Bundesrat **Ogi**: Viele Redner, unter anderem Herr Nationalrat Ledergerber und Herr Nationalrat Bodenmann, haben heute morgen darauf hingewiesen, dass im Grunde genommen die Meinungen in diesem Geschäft gemacht sind. Das ist leider in der Kernenergiefrage schon seit längerer Zeit so. Ich bedaure, dass man einander nicht mehr zuhört. Ich bedaure, dass man, wenn man für einmal doch zuhört, nur reagiert und, ohne auf den Kollegen einzugehen, Gegenargumente austauscht. Me loset, um de wider chönne zrüggs'schiesse! Ich bedaure auch, dass man nicht mehr bereit ist, über seinen eigenen Schatten zu springen und ideologischen Ballast abzuwerfen. Wir stehen im sogenannten Energiejahr 1990. Entscheide stehen bei Ihnen an, Entscheide stehen aber auch beim Volk an. Eines sage ich klar: Nach den Entscheiden des Volkes werden wir konsequent die Mehrheitsmeinung beachten und unsere Energiepolitik darauf ausrichten.

Die beiden heute zu beratenden Initiativen sind beide gegen die Kernenergie gerichtet. Die eine – die Ausstiegs-Initiative – will die Kernkraftwerke abstellen. Die andere – die Moratoriums-Initiative – will eine Pause, in der kein Schritt in Richtung Erstellung neuer Kernkraftwerke gemacht werden darf. Aber im Kern der Sache und auch in der Stossrichtung ist die Moratoriums-Initiative gleichgerichtet wie die Ausstiegs-Initiative. Sie ist sozusagen der Einstieg zum Ausstieg.

Der Bundesrat lehnt beide Initiativen ohne Gegenvorschlag ab. Dies aus ökonomischen, aber auch aus ökologischen Gründen. Sowohl die Zukunft unserer Energieversorgung als auch die Zukunft unseres Klimas lassen einen Ausstieg aus der Kernenergie nicht verantworten. Schauen Sie sich die Stromimportzahlen dieses Winters an. Es sind Rekordzahlen. Es ist von mehreren Rednern behauptet worden, von Oktober bis Dezember 1989 sei ein Stromexportüberschuss zu verzeichnen. Das stimmt einfach nicht! Wir hatten in diesen drei Monaten einen Importüberschuss von 1100 Millionen kWh. Wir haben beispielsweise am 14. Januar 1990 40 Millionen kWh importiert. Dies ist immerhin die anderthalbfache Tagesproduktion von Gösigen. In diesem Winter (1989/90) ist dies die Regel und nicht die Ausnahme. Denken Sie weiter an unser Treibhausklima und nehmen Sie auch die CO<sub>2</sub>-Rekordzahlen zur Kenntnis. Sicher, die Atomenergie kann dieses Problem nicht allein lösen. Das ist heute morgen richtig bemerkt worden. Aber ein Verzicht auf die Atomenergie wird das CO<sub>2</sub>-Problem nicht verringern, sondern – das müssen alle zugeben – eher verschärfen.

Hören Sie, was Herr Hans Blix, Generaldirektor der Internationalen Atomenergieagentur, und mit ihm andere Energieexperten am Weltwirtschaftsgipfel in Davos vom letzten Montag gesagt haben. Herr Blix hat ausgeführt, der Treibhauseffekt, die weltweite Erwärmung unseres Klimas, führe auch zu grossen wirtschaftlichen Problemen. Kurzfristig sei die Atomenergie die einzig vernünftige Antwort auf dieses CO<sub>2</sub>-Problem. Das sagt ein Mann, der von Berufes wegen vorausdenken sollte. Herr Blix stellte eine neue Generation von Atomreaktoren in Aussicht, Atomreaktoren, die wesentlich einfacher zu bedienen sind und die noch sicherer sind als die bestehenden. Also geben wir doch hier die Erwartung nicht auf, dass auch im Energiebereich noch Fortschritte zu erzielen sind. All das, was ich Ihnen jetzt erzählt habe, sind Äusserungen, die wir nicht vom Tisch wegwischen können.

Ich möchte zunächst etwas sagen zu den wirtschaftlichen Gründen und zu den Gründen, weshalb der Bundesrat Ihnen die Ablehnung dieser Initiativen empfiehlt. Die Kernenergie deckt rund 40 Prozent unserer Stromversorgung ab. Der Strom macht 21 Prozent des Gesamtenergieverbrauches aus. Wer einen Ausstieg aus der Kernenergie befürwortet, muss sagen, ja, muss klar aufzeigen können, wie wir diesen Atomstrom ersetzen wollen, wie wir die 40 Prozent des Stroms ersetzen können. Morgen wird es möglicherweise noch mehr sein, und der Prozentsatz wird noch ansteigen. Als Ersatz gibt es theoretisch drei Möglichkeiten:

1. noch viel mehr Import;
2. Ersatz durch andere Energieträger;
3. ein Energiesparen mit rigorosen Eingriffen; dies wäre wohl mit einem neuen Lebensstil verbunden.

Import ist aber keine taugliche Lösung. Vor allem ist der Import keine ehrliche Lösung. Wenn wir unsere KKW abstellen würden, müssten wir ja noch mehr Strom – vor allem aus Frankreich – importieren. Die Optionen auf Importe im Umfang von über zweimal Kaiseraugst sind bereits disponiert. Mehr als zweimal Kaiseraugst heisst 2240 Megawatt. Statt den Atomstrom im eigenen Land zu produzieren, würden wir das vermehrt einfach den Franzosen überlassen. Wahrlich keine noble, keine ehrliche Lösung! Eine Lösung, die kurzfristig zwar bequem und vielleicht auch preisgünstig, langfristig aber auch volkswirtschaftlich schlecht ist. Denken Sie bei der gesamten Beurteilung auch daran, dass beispielsweise ab dem Jahre 2000 rund 30 Prozent des Strombedarfs der SBB dann auch durch die Franzosen abgedeckt werden müssen. Man müsste also den Atomstrom einkaufen. Wenn wir hier Aussteigen beschliessen würden, müsste der Atomstrom schlicht und einfach durch einen anderen Energieträger möglichst rasch ersetzt werden.

Die Preisfrage, die sich stellt: Durch welchen Energieträger könnte die Atomkraft ersetzt werden? Wir wollen ja nicht den Teufel mit dem Beelzebub austreiben. Wir wollen nicht die von der Umweltbilanz her bessere Kernenergie durch umweltbelastende Energieträger wie z. B. fossile Energien ersetzen. Die stets bedrohendere Formen annehmende Klimakatastrophe sollte uns hier eine ernste Warnung sein, eine Warnung, um von untauglichen Ersatzlösungen Abstand zu nehmen.

Die Energiekonferenzen in Montreal, in Paris sowie die Umweltkonferenz in Nordwijk sollten uns Hinweise genug sein, gegen die verstärkte Nutzung von fossilen Energieträgern anzutreten.

Also verbleiben noch die Alternativenergien, die sogenannten erneuerbaren Energien, als Ersatz für die Kernenergie. Hier ist das Fragezeichen aber bei der Verfügbarkeit und der Wirtschaftlichkeit zu setzen. Können diese Alternativenergien den Ausbau der Kernenergie innert vernünftiger Frist voll ersetzen? Wir müssen aufgrund unserer Kenntnisse, aufgrund der weltweiten Erfahrungen sagen: nein. Wir sehen heute keinen gangbaren, praktischen Weg, und was vorhanden ist, bringt uns eben nicht das, was wir verlieren würden, wenn wir aus der Kernenergie aussteigen müssten; denn bei allen Anstrengungen, die für die Förderung der Sonnenenergie, der Windenergie oder der Bioenergie gemacht werden: 40 Prozent der Gesamtelektrizität in der Schweiz werden diese Alternativenergien leider nicht produzieren können. Das ist so, das sind Facts. Wir haben den Tatsachen in die Augen zu blicken. Daran ändert sich nichts, auch wenn wir die Forschung in diesen Bereichen noch mehr fördern als bisher. 1989 förderten wir die Forschung erneuerbarer Energien mit sage und schreibe 33 Millionen Franken und jene der rationellen Energienutzung mit 25 Millionen Franken!

Es verbleibt somit noch als einziger Ausweg das Sparen, die rationelle Energieverwendung. Aber auch hier müssen wir mit den Relationen leben. Wir hatten im Jahre 1989 eine Zunahme des Stromverbrauches in der Schweiz von 2,7 Prozent. Wir hatten ein Wirtschaftswachstum von 3 Prozent. Wir kauften rund 4,3 Prozent mehr Autos als 1988, und dazu kommt auch noch die hundertprozentige Steigerungsrate Ihrer Computerbedürfnisse im Bundeshaus!

Sparanstrengungen auf freiwilliger und gesetzlicher Basis haben das Ziel, diese Zunahme – 2,7 Prozent für das Jahr 1989 – zu bremsen und langfristig auch zu stoppen. Sie haben aber auch zum Ziel, ein anderes Bewusstsein in der Energiefrage zu schaffen. Längerfristig hoffen wir, damit einen leichten Verbrauchsrückstand zu bewirken. Das ist – zugegebenermassen – Zukunftsmusik, die irgendwo aus der Ferne ertönt. Ich erinnere aber daran, dass die Eges selbst für das Ausstiegszenario errechnet hat, dass der Stromverbrauch bis etwa ins Jahr 2000 noch etwas zunehmen wird, also nicht sofort stabilisiert werden kann. Oder dann müssen eben rigorose Sparanstrengungen beschlossen werden, die einen neuen Lebensstil verlangen, aber nicht nur in der Theorie, sondern sie müs-

sen auch in die Praxis umgesetzt werden. Bei unserer Gesellschaft, die sowohl eine Konsum- als auch eine Verweigerungsgesellschaft ist, dürfte das wohl sehr schwierig zu realisieren sein. Auch politisch – ich denke an die vielen Diskussionen im Zusammenhang mit dem Energieartikel – ist hier die Chance wohl gering einzuschätzen. Aber Rationalisierungsmassnahmen sind möglich. Nur sehe ich nicht, dass dieses Parlament solche Eingriffe dann auch beschliessen würde. Man muss eben auch hier auf dem Boden der Realitäten bleiben, das Mögliche anstreben, auch wenn man mit einem Griff nach Waghalsigem oder gar Unmöglichem einen grösseren Applaus in der politischen und publizistischen Arena ernten würde. Die Aussage von heute morgen, der Ausstieg sei ökologisch positiv, stimmt eben nur, wenn nach dem Ausstieg ganz rigoros gespart wird, mit sehr einschneidenden Massnahmen, die politisch aufgrund der heutigen Gegebenheiten wohl keine Chance haben. Bei realistisch gesehen möglichen Sparmassnahmen hat der Ausstieg aus der Kernenergie eindeutig negative Auswirkungen.

Das, was das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft herausgegeben hat oder haben könnte, konnten wir nicht ausfindig machen; ich wäre Herrn Hubacher dankbar, wenn er mir die Unterlage noch geben könnte.

Wir können uns aufgrund der heutigen Beurteilung, aufgrund der heutigen Gegebenheit, aufgrund der heutigen Tatsache, dass Energie eben auch das Blut der Wirtschaft darstellt, diesen Ausstieg aus der Kernenergie nicht leisten, denn wir sind nicht in der Lage, die Kernenergie kurzfristig zu ersetzen – weder durch Alternativenenergien noch durch Sparen. Es bliebe nur die unehrliche Lösung des Importierens. Aber auch wegen dem Umweltschutz ist ein Ausstieg aus der Kernenergie abzulehnen. Ich denke hier an das Luftreinhalte-Konzept und an die Ziele, die wir ja in den nächsten Jahren gemeinsam erreichen wollen. Der Planet Erde wird zum Treibhaus, das ist ein grosses Problem, möglicherweise das grösste Problem, das uns erwartet, denn die Hälfte der Zunahme des Treibhauseffektes ist durch das CO<sub>2</sub>-Problem verursacht, und das CO<sub>2</sub> entsteht vor allem beim Verbrennen von fossilen Energien. Es wird im Moment darüber so viel geschrieben und auch gesagt, dass alles Weitere wie eine Trivialität und wie eine Binsenwahrheit tönt. Aber das CO<sub>2</sub>-Problem müssen wir ernst nehmen. Daher wäre es absurd, nun ausgerechnet diejenige Energiequelle abzustellen, die anerkanntermassen – und das ist, glaube ich, weltweit anerkannt – kein CO<sub>2</sub> produziert. Denn jetzt sind nicht fossile Energieträger gefragt; es ist jedoch sehr wahrscheinlich, dass in der Schweiz fossile Energieträger die Nuklearenergie bei einem Ausstieg ersetzen müssten.

Genau das wird übrigens auch in Schweden befürchtet, zum Beispiel von den Gewerkschaften: denn wie Schweden Mitte der neunziger Jahre den fehlenden und die abgeschalteten Blöcke und somit den Atomstrom zweier Werke ersetzen will, weiss dort auch noch niemand ganz genau – Herr Neuenchwander hat heute morgen darauf hingewiesen –, nicht einmal die frühere schwedische Energieministerin, mit der ich über diese Frage auch schon gesprochen habe. Es ist ja hochinteressant, dass Ministerpräsident Carlsson vor drei Wochen ausgerechnet denjenigen Mann zum Energieminister ernannt hat, der stets vor einem Abschalten der Kernkraftwerke gewarnt hat.

Man hat 1980 in Schweden – das ist richtig, Herr Nationalrat Thür – beschlossen, aus der Kernenergie auszusteigen, aber wie es praktisch geschehen soll, das ist nicht so klar. Und seit dem Besuch von Unterstaatssekretär Annerberg ist eben die schwedische Regierung umgebildet worden. Ein Umdenken, vielleicht gar ein Kurswechsel, ist nicht abzusehen, aber man macht sich in Schweden Gedanken, wie dieser Schritt – dieser Entscheid von 1980 – ohne allzugrosse Konsequenzen bewerkstelligt werden kann. Wir in der Schweiz fassen immer noch den Verzicht auf die Kernenergie ins Auge. In anderen Ländern will man es auf eine andere Art lösen. Man geht den anderen Weg. Wir müssen uns hier genau überlegen, was das Richtige ist; das Richtige, das kann heute niemand mit Klarheit und Weitsicht voraussagen. Wir sind aufgrund unserer Abklärungen, aufgrund der vorhandenen Meinungen der Auffassung, wir sollten das jetzt eben nicht beschliessen.

Die Ausstiegs- und die Moratoriums-Initiative bringen Probleme, und wir sollten versuchen, diese Probleme objektiv zu erfassen. Die Kosten eines Ausstieges sind nicht überblickbar. Auch die Eges weist in ihrem Bericht auf diese grosse Unsicherheit hin. Man weiss nicht, ob sich der Produktionssektor rasch anpassen könnte. Mit Sparmassnahmen können wir zwar auch Geld sparen. Der Eges-Bericht – der übrigens, Herr Hubacher, nicht schubladisiert, sondern intensiv ausgewertet wurde – zeigt klar und deutlich, dass der Energieverbrauch nur mit sehr einschränkenden Sparmassnahmen oder gar mit einem neuen Lebensstil drastisch reduziert werden könnte, und das auch nicht von heute auf morgen.

Sparmassnahmen, die politisch nicht durchsetzbar wären – ich verweise immer wieder auf die Energiedebatten, die in letzter Zeit unter dieser Kuppel geführt worden sind –, haben hier eine Bestätigung gebracht. Ob eine Mehrheit der Schweizer auf den von der Eges erwähnten neuen Lebensstil umschwenken würde, ist zumindest zu bezweifeln. Mit einem Ausstieg aus der Kernenergie können wir die Einstellung der Bevölkerung zum Energieverbrauch auch nicht so rasch ändern. Vielleicht ändern sich die Worte, aber nicht die Taten.

Natürlich können wir nicht das CO<sub>2</sub>-Problem allein mit der Kernenergie lösen. Aber wir sollten das CO<sub>2</sub>-Problem nicht verschärfen, indem wir auf die Kernenergie gänzlich verzichten. Das von Herrn Nationalrat Wyss Paul erwähnte Kombi-Gaskraftwerk ist eine interessante Teillösung, aber kein vollwertiger Ersatz. Ich habe im August 1989 in Holland eine derartige Anlage besichtigt, und diese Anlage, Herr Nationalrat Wyss, hat mich beeindruckt. Aber sie braucht auch einen Brennstoff, nämlich Gas. Gas ist bekanntlich auch ein fossiler Energieträger, aber Gas ist besser als Oel.

Sie sehen, wir können es uns nicht leisten, zum heutigen Zeitpunkt aus der Kernenergie auszusteigen, aus wirtschaftlichen und auch aus ökologischen Gründen nicht. Mit einem Ja zur Ausstiegs- und auch mit einem Ja zur Moratoriums-Initiative würden wir uns den Ast absägen, auf dem wir heute sitzen.

Daher hält der Bundesrat ausdrücklich an der Option Kernenergie fest. Das heisst: Wir wollen die bestehenden Kernkraftwerke weiter betreiben und nötigenfalls auch ersetzen. Wir wollen das Problem der nuklearen Abfälle lösen. Und was die Schweden können, können wir auch. Wir müssen eine Lösung finden. Also lasst die Nagra doch sondieren! Man kann über das Problem der Entsorgung nicht einerseits klagen – wie das heute morgen auch wiederum der Fall war –, andererseits aber die Nagra und die Behörden an der Suche nach einer Lösung hindern.

Ihre Frage, Herr Nationalrat Günter, werden wir im Rahmen der Einfachen Anfrage beantworten.

Wir wollen weiterhin Nuklearforschung betreiben im Interesse der Sicherheit der jetzigen Kernkraftwerke, und wir wollen Sparen im Sinne rationeller Energieverwendung. Aber wir wollen die Türe offenhalten für den Fall weiterer Kernkraftwerke, wenn es uns nicht gelingt, den Anstieg des Stromverbrauches zu bremsen.

Zu Herrn Luder betreffend Graben drei Punkte:

1. Die Rahmenbewilligung wurde 1979 verlangt.
2. Der Grosse Rat des Kantons Bern wendet sich – Sie wissen es sehr gut, Herr Luder – gegen einen Abtausch Kaiseraugst gegen Graben.
3. Die eidgenössischen Räte könnten, sofern es soweit kommen würde, zur Rahmenbewilligung Stellung nehmen. Zudem sind wir mit der Graben AG in Kontakt.

Noch einige Gedanken zur Versorgungslage: Die reichliche und vor allem gute Energieversorgung in unserem Land lässt die rigorosen Massnahmen, die zum Teil gefordert werden, nicht zu. Wir haben wohl ein Energieproblem, aber wir haben in der Schweiz kein Energieversorgungsproblem. Aber die Lage täuscht: In Europa zeichnet sich längerfristig ein Stromengpass ab. Man kann nicht davon ausgehen – auch wenn man die gesamte europäische Entwicklung betrachtet –, dass die Franzosen auf lange Sicht ganz Europa zu versorgen in der Lage sein werden. Die Vorräte an fossilen Energien werden heute zwar höher eingeschätzt als früher. Sie sind aber auch nicht unbegrenzt.

Zum Schluss noch ein paar allgemeine Gedanken zur Kern-

energie: Die Schweiz hat fünf Kernkraftwerke. Europa hat 242 Kernkraftwerke, und die Welt hat 438 Kernkraftwerke. Wir alle leben irgendwie damit, die einen mit einem besseren, die anderen mit einem etwas weniger guten Gefühl. Aber wir können diese Anlagen nicht von heute auf morgen abstellen. Zuerst müssen wir andere Wege suchen und finden. Wir dürfen hier auch nicht – wie die Herren Jaeger und Jeanneret das bestätigt haben – einen Alleingang der Schweiz angehen. Ausstieg wäre ein Alleingang. Wir würden hiermit eine Stärke mehr aus der Hand geben, und das sollten wir in dieser Ausgangslage, wo man vom Europäischen Wirtschaftsraum, von der EG, vom Gatt spricht, nicht tun.

Der Bundesrat sagt also nicht, dass wir für alle Zeiten die Kernkraft als Energiequelle haben werden. Gewiss wird bald die Kernenergie weiterentwickelt zu noch sichereren und noch effizienteren Werken. Vielleicht wird bald eine neue, bessere Energiequelle auch gefunden. So gesehen, ist es also denkbar, dass auch wir einmal aussteigen werden. Aber im Moment ist das einfach nicht möglich und einfach nicht zu verantworten. Es wäre ein Hasardspiel. Denn wir wissen ja nicht, ob und wann eine ausreichende Alternative zur Verfügung steht. Und wir wissen auch nicht, wie und wo wir 40 Prozent des Stroms einsparen könnten.

Kurz, mit dem Ausstieg machen wir einen Sprung ins Ungewisse, ohne überhaupt zu wissen, ob uns unten jemand mit dem Sprungtuch auffangen wird. Und mit dem Moratorium nehmen wir Anlauf zu diesem Sprung. Auch die Moratoriums-Initiative führt – aus heutiger Sicht – ins Ungewisse, denn wenn diese Nuklearpause einmal in der Verfassung steht, werden kaum mehr junge Leute für nukleartechnische Berufe zu begeistern sein. Wer würde noch daran glauben, dass die Schweiz problemlos wieder in Richtung Kernenergie Kurs nehmen könnte? Kaum jemand. Wir würden dieser Angelegenheit auf Nimmerwiedersehen Adieu gesagt haben. Deshalb hat die Moratoriums-Initiative eben das ähnliche Ziel wie die Ausstiegs-Initiative. Sicher, wenn man gegen etwas angeht, muss man auch Alternativen anbieten können. Unsere Alternative ist der volle Einsatz für den Energieartikel, den Sie ja beschlossen haben. Das ist das Hauptziel unserer Energiepolitik. Es ist ein erster guter Schritt in die richtige Richtung. Unsere Alternative ist der volle Einsatz für den Energienutzungsbeschluss, damit wir keine Zeit verlieren. Den möchten wir auch noch heute und morgen mit Ihnen zusammen durchbringen.

Damit soll auf gesetzlichem Wege das politisch Mögliche gemacht werden für das Energiesparen, für einen rationellen Einsatz unserer Energie also, und für eine bessere Energieversorgung und vor allem Energieforschung. Diese Aufforderung geht sowohl an die Ideologen des Laissez-faire wie auch an die Maximalisten, für die nur eine politisch maximale Lösung in Frage kommt, die aber alles daran setzen, auch die zweitbeste Lösung scheitern zu lassen. Das ist nicht fair.

Neben diesen Gesetzes- und Verfassungsvorlagen setzen wir uns auch auf anderen Gebieten für eine sinnvolle Nutzung der Energie aktiv ein. Dazu nur einige Stichworte:

«Bravo» und «Bravo plus»: Man kann darüber lachen, Frau Nationalrätin Stocker, man kann sich darüber ärgern, Frau Nationalrätin Leutenegger Oberholzer – aber eines haben diese Aktionen gebracht: Man weiss heute, was Energie bedeutet. Man hat eine andere Sensibilität im Verhältnis zu dieser Energie, und man weiss dann auch, worüber man demnächst abstimmen darf.

Dann sind das Impulsprogramm und die verstärkte Zusammenarbeit mit den Kantonen sowie die Tarifempfehlungen des Bundes nicht zu vergessen.

Es geht also einiges in Sachen Energiesparen, man will es nur nicht wahrhaben: beim Bund, auf kantonaler und kommunaler Stufe, aber auch – das wollen wir nicht vergessen – in der Wirtschaft. Zum Beispiel erklärten sich vor einigen Wochen in Zürich acht der grössten Unternehmen bereit, 200 Millionen Franken zu investieren, um 20 Prozent Strom zu sparen. Das ergäbe ganze 60 Prozent weniger Schadstoffausstoss. Zum Beispiel wurde in Bern ein Verein gegründet, der die kommunalen und regionalen Elektrizitätswerke in Sachen Energiesparen berät. Erwähnt sei auch die chemische Industrie der

Schweiz, die 50 Prozent mehr produziert als 1980, trotzdem aber zwei Prozent weniger Energie verbraucht als vor zehn Jahren. Das ist eine Leistung, die bei der ganzen Diskussion einfach untergeht.

Es geschieht also nicht nichts. Man sitzt nicht einfach hier, sagt ja zur Kernenergie und unternimmt nichts fürs Energiesparen. Wer so etwas behauptet, verkennt bewusst die Realität. Wir brauchen daher Ihren Einsatz für den Energieartikel und für den Energienutzungsbeschluss, denn wir wollen nach deren Annahme mit der Gesetzgebung zügig vorwärts machen. Wir sagen zwar nein zu den beiden Atominitiativen – und zwar mit Ueberzeugung nein –, aber wir sagen ja zu neuen Schritten Richtung Energiesparen, und das auch mit Ueberzeugung.

Es ist auch nicht richtig, wenn Herr Pini behauptet hat, nach «Tschernobyl» sei nichts unternommen worden. Verschiedene Abkommen und verschiedene Arbeiten wurden in die Wege geleitet. Internationale Abkommen wurden abgeschlossen: ein Abkommen über die Alarmierung bei Unfällen, ein Abkommen über die Hilfe bei Unfällen; und auch ein Abkommen bezüglich Harmonisierung der zulässigen Strahlenwerte bei Lebensmitteln wurde vorangetrieben und international abgeschlossen. Massnahmen gegen schwere Unfälle wurden ergriffen. Ich erinnere da an die gefilterte Entlastung des Containments, zum Beispiel. Auch die Ueberprüfung hat gezeigt, dass die schweizerische Sicherheitsphilosophie nach wie vor richtig ist. «Tschernobyl» hat aber die Massnahmen gegen schwere Unfälle sicher beschleunigt. Das war nötig und gut so.

Ich bitte Sie, dem Bundesrat zu folgen und die Moratoriums- und die Ausstiegs-Initiative abzulehnen.

#### *Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Hubacher:** Ich mache gemäss Ratsreglement vom Recht auf ein zweites Votum Gebrauch. Herr Ogi hat mich gebeten, das Dokument vorzulegen, aus dem ich heute zitiert habe. Herr Bundesrat Ogi, Sie haben jetzt mehrfach betont, der Ausstieg sei ein Vabanque-Spiel, ein Abenteuer, eine Fahrt ins Ungewisse, nicht machbar.

Es ist auch gesagt worden, wir hörten einander nicht mehr zu. Ich habe oft das Gefühl, es werden Reden vorgelesen, die nicht auf unsere Diskussion Bezug nehmen. Das ist schade. Das Dokument, worauf ich mich stütze, ist eine Zusammenfassung der möglichen Szenarien: «Fünf Szenarien gemäss Eges. Energiepolitische Entscheidungsmöglichkeiten.» Auf Seite 35, «Schlussfolgerungen», heisst es: «Langfristig besteht in der Energiepolitik ein grosser Handlungsspielraum. Dieser ergibt sich vor allem aufgrund des langfristig sehr grossen Potentials für eine rationellere Energieverwendung.»

Jetzt kommt der Kernsatz: «Jedes Szenario ist möglich und hat Vor- und Nachteile. Keines ist leicht zu verwirklichen.» Dieses Dokument, ich meine, es sei vom Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft herausgegeben worden, ist die Drucksache 805.846, herausgegeben vom Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement. Ich frage einfach, Herr Ogi: Man kann ja den Ausstieg ablehnen, aber ich bin nicht einverstanden, wenn hier behauptet wird, das sei nicht möglich. Es ist möglich, auch nach Ihrem Dokument, nicht wahr? Nur diese Frage möchte ich stellen.

**Bundesrat Ogi:** Ich danke Herrn Hubacher für die Klarstellung. Er hat heute morgen gesagt, das Buwal habe geschrieben, ein Ausstieg aus der Kernenergie könnte volkswirtschaftlich von Vorteil sein. Aufgrund Ihrer Darstellung ist das Dokument nicht vom Buwal, und es ist auch nicht mehr die Rede von einem volkswirtschaftlichen Vorteil. (*Zwischenruf Hubacher:* «Das ist ein Eges-Szenario!») Es stimmt, es steht in einem der Eges-Szenarien, aber nicht in einem Buwal-Prospekt.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Stopp dem Atomkraftwerkbau (Moratorium)»**  
**Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Halte à la construction de centrales nucléaires (moratoire)»**

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Weder-Basel, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Meizoz, Thür)

Die Bundesversammlung beantragt Volk und Ständen, die Volksinitiative anzunehmen.

**Art. 2**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Weder-Bâle, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Meizoz, Thür)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

*Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal*

*Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la majorité:*

Aliesch, Allenspach, Aubry, Baggi, Basler, Berger, Bonny, Bremi, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Cincera, Columberg, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepf, Darbellay, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Ducret, Eggly, Eisenring, Eppenberger Susi, Etique, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Früh, Giger, Graf, Grassi, Gros, Gysin, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hösli, Houmard, Humbel, Iten, Jeanneret, Keller, Kohler, Kühne, Leuba, Loeb, Loretan, Massy, Mauch Rolf, Meier Fritz, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Portmann, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Sager, Savary-Fribourg, Savary-Vaud, Scheidegger, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schüle, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Spoerry, Steinegger, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widrig, Wyss Paul, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli (102)

*Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la minorité:*

Ammann, Antille, Aregger, Baerlocher, Bär, Bäumlín, Béguelin, Biel, Bircher, Blatter, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Danuser, David, Diener, Dormann, Dünki, Euler, Fäh, Fankhauser, Fehr, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Matthey, Mauch Ursula, Meier-Glatfelden, Meizoz, Müller-Aargau, Neukomm, Oester, Ott, Pini, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruckstuhl, Ruf, Salvioni, Schmid, Seiler Rolf, Spielmann, Stamm, Stap-

pung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Weder-Basel, Widmer, Wiederkehr, Zbinden Hans, Ziegler, Züger, Zwygart (76)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Caccia, Maitre, Martin

(3)

*Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:*

Aguet, Auer, Blocher, Bühler, Cavadini, Cevey, Eggenberg-Thun, Engler, Feigenwinter, Guinand, Jung, Luder, Petitpierre, Pitteloud, Segond, Spälti, Steffen, Wyss William

(18)

*Präsident Ruffy stimmt nicht*

*M. Ruffy, président, ne vote pas*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusentwurfes

113 Stimmen

Dagegen

66 Stimmen

*Au den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für den Ausstieg aus der Atomenergie»**

**Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour un abandon progressif de l'énergie atomique»**

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Ledergerber, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Meizoz, Thür, Weder-Basel)

Die Bundesversammlung beantragt Volk und Ständen, die Volksinitiative anzunehmen.

**Art. 2**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Ledergerber, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Meizoz, Thür, Weder-Bâle)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

*Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal*

*Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la majorité:*

Aliesch, Allenspach, Aregger, Aubry, Auer, Baggi, Basler, Berger, Biel, Blatter, Bonny, Bremi, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Caccia, Cincera, Columberg, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepf, Darbellay, David, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Ducret, Dünki, Eggly, Eisenring, Eppenberger Susi, Etique, Fäh, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Früh, Giger, Graf, Grassi, Gros, Gysin, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hösli, Houmard, Humbel, Iten, Jeanneret, Keller, Kohler, Kühne, Leuba, Loeb, Loretan, Maitre, Martin, Massy, Mauch Rolf, Meier Fritz, Mühlemann, Müller-Aargau, Müller-Meilen,

Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Oester, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Portmann, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Sager, Savary-Fribourg, Savary-Vaud, Scheidegger, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schüle, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Spoerry, Steinegger, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli, Zwygart (118)

*Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la minorité:*

Ammann, Baerlocher, Bär, Bäumlín, Béguelin, Bircher, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Danuser, Diener, Dormann, Euler, Fankhauser, Fehr, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Matthey, Mauch Ursula, Meier-Glatfelden, Meizoz, Neukomm, Ott, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruf, Schmid, Seiler Rolf, Spielmann, Stamm, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Weder-Basel, Wiederkehr, Zbinden Hans, Ziegler, Züger (62)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Antille, Pini, Salvioni (3)

*Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:*

Aguet, Blocher, Bühler, Cavadini, Cevey, Eggenberg-Thun, Engler, Feigenwinter, Guinand, Jung, Luder, Petitpierre, Pitte-loud, Segond, Spälti, Steffen (16)

*Präsident Ruffy stimmt nicht*

*M. Ruffy, président, ne vote pas*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusssentwurfes	109 Stimmen
Dagegen	60 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

88.077

## Energienutzungsbeschluss

### Arrêté sur l'énergie

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 21. Dezember 1988 (BBl 1989 I, 497)

Message et projet d'arrêté du 21 décembre 1988 (FF 1989 I, 485)

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

*Eintreten*

*Minderheit*

(Fischer-Seengen, Giger, Jeanneret, Kohler, Neuenschwander, Schüle, Stucky)

*Nichteintreten*

*Antrag Giger*

Eintreten und Verschieben der Beratung des Bundesbeschlusses bis nach der Volksabstimmung über den Energieartikel

*Proposition de la commission*

*Majorité.*

Entrer en matière

*Minorité*

(Fischer-Seengen, Giger, Jeanneret, Kohler, Neuenschwander, Schüle, Stucky)

Ne pas entrer en matière

*Proposition Giger*

Entrer en matière sur le projet, mais surseoir à l'examen de l'arrêté jusqu'après la votation populaire sur l'article constitutionnel sur l'énergie

M. Savary-Vaud, rapporteur: L'arrêté fédéral pour l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, qui vous est soumis, doit permettre à la Confédération de prendre rapidement un certain nombre de mesures en vue d'économiser l'énergie. Le Conseil fédéral peut également échelonner dans le temps, des opérations qui deviennent nécessaires pour combattre la pollution et diminuer également notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Fondé sur les compétences actuelles de la Confédération – et ceci est important – cet arrêté va forcément moins loin que la future loi qui fera suite à l'article constitutionnel, si celui-ci est accepté.

Aujourd'hui, l'intention est de donner au Conseil fédéral les moyens de prendre les premières mesures, et ceci le plus rapidement possible. Ainsi, on pourra à la fois gagner du temps et recueillir des expériences pour l'élaboration de la loi sur l'énergie. Toutes les mesures prévues dans cet arrêté et dans la loi qui suivra pourraient se traduire par une économie globale d'énergie d'environ 10 à 15 pour cent d'ici vingt ans. A travers ce projet, le Conseil fédéral veut répondre aux nombreuses interventions parlementaires déposées en automne 88, visant à une utilisation économe de l'énergie.

Ce projet a suscité des réactions diverses. Pour les uns, il est indispensable que les autorités politiques montrent leur volonté de faire quelque chose en vue d'économiser l'énergie, et ceci le plus rapidement possible. Pour les autres, cet arrêté soulève de très sérieuses réserves et ne repose pas sur des bases constitutionnelles suffisantes. La Commission de l'énergie a longuement débattu de tous les aspects et des problèmes que pose cet arrêté. On peut se demander tout d'abord s'il ne va pas faire du tort à l'article constitutionnel. En effet, le Conseil national discute aujourd'hui de l'arrêté alors que le Conseil des Etats met la touche finale à l'article constitutionnel. Dans quelques mois, cet article constitutionnel sera soumis au vote populaire. Il y aura incontestablement difficulté de compréhension de la part du peuple qui se demandera pourquoi on lui demande son avis alors que les Chambres auront déjà accepté qu'un certain nombre de mesures soient prises dans le domaine des économies d'énergie. Avec un référendum sur cet objet, l'incompréhension sera encore plus grande.

La majorité de la commission accepte toutefois de relever le défi et pense qu'il est préférable d'agir immédiatement. Dans ce domaine, attendre cinq ans sans rien faire serait aussi mal interprété si une forte majorité se dégageait en faveur de l'article constitutionnel. Cinq ans, Mesdames et Messieurs, c'est le temps qu'il faut entre la préparation de la loi et son application. On peut se demander, ensuite, s'il est bien raisonnable que la Confédération intervienne au moment où les cantons et les privés font de gros efforts en matière d'économie d'énergie. Là aussi, la majorité de la commission pense que l'action de la Confédération ne viendra pas perturber ce qui est déjà entrepris. Bien au contraire, toutes les mesures qui sont prévues doivent encourager et compléter l'oeuvre des cantons et des entreprises. Reconnaissons également que certaines directives telles qu'elles sont prévues à l'article 3 (celles par exemple sur les expertises types et exigences applicables aux installations véhicules et appareils) ne peuvent être prises qu'à l'échelon national.

Enfin, cet arrêté est-il juridiquement acceptable? Le Conseil fédéral cite les articles constitutionnels auxquels il fait référence. Le plus important nous paraît être l'article sur la protection de l'environnement (article 24septies) qui habilite la Confédération à prendre les mesures nécessaires pour combattre la pollution de l'air. Etant donné la relation qui existe entre l'approvisionnement et la consommation d'énergie,

## **Atomenergie. Volksinitiativen**

### **Energie nucléaire. Initiatives populaires**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Februarsession
Session	Session de février
Sessione	Sessione di febbraio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.032
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.02.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	118-123
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 297

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.